

**Stéphane de TAPIA**

*\* Directeur de Recherche au CNRS*

Université Marc Bloch / CNRS - UMR 7043 « Cultures & Sociétés en Europe »

MISHA- Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme / Alsace)

Campus de l'Esplanade

5, allée du Général Rouvillois

CS 50008

F-67083 STRASBOURG Cedex

Tél. : 33 (0)3.88.41.63.32.

e-mail : [stephane.detapia@misha.fr](mailto:stephane.detapia@misha.fr)

<http://umr7043.u-strasbg.fr/site1/1.htm>

*\* Chercheur Associé*

Equipe MIGRINTER de l'UMR 6588 « Migrations Internationales, Territorialités, Identités »

<http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter>

*\* Chargé de Cours*

Département d'Etudes Turques

Université Marc Bloch – BP 80010

F-67084 STRASBOURG Cedex

Tél. : 33 (0)3.88.41.73.99. – Fax : 33 (0)3.88.41.74.40.

<http://turcologie.u-strasbg.fr/dets> (recherche)

<http://umb-foad.u-strasbg.fr/dokeos/index.php> (enseignement: turc)

## **L'agriculture turque face au défi de l'adhésion à l'Union européenne**

Turkish agriculture facing the challenge of European Union adhesion

### **Résumé / Abstract :**

La Turquie est considérée comme un grand pays agricole, non seulement capable de nourrir sa nombreuse population (70 millions hab.), en raison d'une discrète mais efficace « révolution verte », mais aussi capable d'exporter tant vers l'Europe (avec quelques produits phares) que vers ses voisins moyen-orientaux. Candidate à l'UE depuis 1987, reconnue seulement en 1999 bien que signataire d'une Union douanière (1996) qui fait d'elle un partenaire privilégié de l'UE, la Turquie agricole et agraire connaît des difficultés grandissantes, dues au processus de mondialisation autant qu'à ses contradictions propres. Si le patronat industriel turc (TÜSIAD, MÜSIAD et autres organisations patronales) est globalement acquis à la cause européenne, les acteurs de l'agriculture sont beaucoup plus circonspects et le dossier agricole semble bien devenir l'un des chevaux de bataille des opposants à l'adhésion.

Turkey is considered as a great agricultural country: its capacities to feed its numerous people (70 million inhabitants) are recognized, due to a discrete but efficient "green revolution", as its capacities to export toward EU countries and Middle-eastern neighbours, with some well-known products. Applicant for European Union membership since 1987, but only recognized in 1999 (in spite of signature of Customs Union agreement in 1996), Turkey is a privileged partner of EU. Rural and agricultural Turkey is nowadays living in growing difficulties, due as well to globalization process and own contradictions. If the enterprises' world (represented by TÜSIAD, MÜSIAD and other organizations) is globally committed supporter to the European cause, agricultural world's actors are often much more cautious and the agriculture file seems to be one of the hobby-horses of the opponents to EU membership.

## Introduction

Parmi les très nombreux problèmes soulevés par la demande turque d'adhésion à l'Union européenne, l'agriculture, sous plusieurs aspects (production, exportations, part agricole de la population active –et partant, potentiel migratoire sous-jacent peu qualifié-, productivité et compétitivité déséquilibrées entre l'ouest et l'est, entre les régions côtières et l'intérieur – d'où question lancinante sur les subventions à accorder-, normes sanitaires de production et de conditionnement, concurrence accrue pour les agricultures méditerranéennes), est l'une de ces questions qui troublent tant les décideurs européens que les agriculteurs, européens comme turcs<sup>1</sup>. La Turquie fait figure de grande puissance agricole potentielle, mais aussi de colosse aux pieds d'argile, dès lors que l'on examine les parts respectives de l'agriculture dans le PIB et le PNB, des actifs agricoles ou la structure des exportations. De plus, des questions comme celle du partage des ressources hydriques du Moyen-Orient, où la Turquie paraît en position de force avec l'équipement hydraulique des bassins-versant du Tigre et de l'Euphrate, celle des minorités ethniques souvent transfrontalières (en particulier la présence kurde) et bien plus mal intégrées dans les processus de modernisation et de mondialisation que le sont les agriculteurs de Turquie occidentale, sont autant de crises possibles entre les Européens et des Turcs que l'on connaît en réalité très mal. Ce constat est évidemment réciproquement vrai. Dans un monde où la population dépassera les huit milliards vers 2050, où les Européens feront face à une probable crise démographique due au vieillissement et au déséquilibre des pyramides des âges, mais où, dans ce monde, le partage de l'eau et du sol connaîtra des difficultés croissantes, quel peut être l'avenir de l'agriculture turque ?

### Gradient est-ouest et littoral versus intérieur : les données naturelles et sociales de base

S'il est une constante retenue par de nombreux géographes allemands (Hüterroth 1982, Hüterroth & Höhfeld 2002) comme français (Bazin 1995, Pérouse 2004), c'est bien la double opposition entre une Turquie occidentale aux paramètres se rapprochant de ceux de l'Europe méditerranéenne et une Turquie orientale à la traîne, entre une Turquie littorale ouverte sur l'extérieur (agriculture commerciale, tourisme international, forte urbanisation), aux mœurs et revenus européens, et une Turquie intérieure, plus traditionaliste, plus conservatrice, plus repliée sur ses valeurs, en un mot plus « asiatique »<sup>2</sup>. Dits « gradient est-ouest » (*West-Ost-Gefälle*) et « contraste est-ouest » (*West-Ost Gegensatz*) à la suite des géographes allemands,

---

<sup>1</sup> Voir par exemple, parmi les très nombreux titres parus en France et plus généralement en Europe : AHTISAARI M. (Président), ROHAN A. (Rapporteur), 2004, *La Turquie dans l'Europe. Plus qu'une promesse ?*, Bruxelles, Commission indépendante sur la Turquie, British Council & Open Society Institute, 55 p. ; AKTAR C. (Dir.), 2004, *Lettres aux turcosceptiques. La Turquie et l'Union Européenne*, Paris, Actes Sud, 199 p. ; BILLION D. (Dir.), 2004, *La Turquie vers un rendez-vous décisif avec l'Union européenne*, Paris, PUF - IRIS (Enjeux stratégiques), 190 p. ; BURDY J.-P. (Dir.), 2004, *La Turquie est-elle européenne ? Contributions au débat*, Paris, Editions Turquoise, 255 p. ; CEMOTI - Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée et le Monde Turco-Iranien, 2003, *Turquie : désir d'Europe ?*, n° 36 ; ELMAS H. B., 1998, *Turquie-Europe. Une relation ambiguë*, Paris, Syllepse (Points cardinaux), 284 p. ; GRIFFITHS R. T., ÖZDEMİR D. (Eds), 2004, *Turkey and the EU Enlargement. Processes of Incorporation*, Istanbul, Bilgi University Press, 239 p. ; HEPER M. (Ed.), 1991, *Strong State and Economic Interest Groups. The Post-1980 Turkish Experience*, Berlin, New York, Walter de Gruyter, 198 p. ; LAÇINER S., ÖZCAN M., BAL I., 2005, *European Union with Turkey. The possible impact of Turkey's membership on the European Union*, Ankara, ISRO-USAM (Uluslararası Stratejik Araştırmalar Kurumu), 280 p. ; ROY O. (Ed.), 2004, *La Turquie aujourd'hui. Un pays européen ?*, Paris, Encyclopedia Universalis (le tour du sujet), 193 p., dont Burcu GÜLTEKİN, L'économie turque entre néo-libéralisme et pesantier étatique, pp. 41-54 ; VEREZ J.-C., CHAPONNIERE J.-R., 2005, *Turquie et Union européenne : un défi réciproque*, Paris, Ellipses, 176 p.

<sup>2</sup> Qualificatif bien pratique et repris par le discours politique d'acteurs (et non des moindres) comme l'ancien Président de la République Valéry Giscard d'Estaing ou l'actuel Président Nicolas Sarkozy. Cet article n'est probablement pas le lieu idoine pour discuter de la validité ou de la charge symbolique du dit qualificatif.

ces multiples clivages entre les « deux Turquies » (Bazin 1995, Pérouse 2004) sont plutôt inquiétants dans le contexte de la négociation européenne : à une Turquie développée en cours d'intégration à l'Europe, s'opposerait une Turquie sous-développée porteuse de nombre de dangers tant internes qu'externes (question kurde et terrorisme islamique, frontières avec la Syrie, l'Irak et l'Iran...). Les activités agricoles connaissent les mêmes contrastes : à une agriculture commerciale intégrée au marché mondial et largement exportatrice (fruits secs réputés : figue, noisette, raisin, abricot ; tabac, fruits et légumes, horticulture) ou transformée sur place à la fois pour un marché intérieur en pleine expansion et pour l'exportation (coton, betterave, thé, céréales, volaille, fruits secs, fruits et légumes frais, fleurs coupées...), se confronte une agriculture intérieure plus extensive, en partie d'autosubsistance (céréales, légumineuses, élevage ovin et caprin...). En Anatolie orientale, les circonstances politiques liées à la question kurde viennent encore largement déstabiliser une région déjà pauvre, l'élevage traditionnel nomade, semi-nomade ou simplement l'accès à la montagne étant interdits aux villageois pour des raisons militaires (mesures de sécurité contre les opérations du PKK et regroupement stratégique des populations civiles), villageois de ce fait fortement touchés par l'exode rural et l'émigration politique<sup>3</sup>.

De fait, à quelques exceptions près (comme les abricots de Malatya, vieille tradition entre Moyen-Orient et Chine de l'ouest, ou la betterave sucrière, véritable succès républicain), les productions agricoles extraverties, liées à l'exportation et aux grands marchés urbains comme Istanbul, ancienne capitale d'empire, sont depuis longtemps situées sur les littoraux (Thrace, Egée, Méditerranée, mer Noire) et les plaines alluviales contigües (vallées égéennes, plaines d'Antalya et d'Antakya, Çukurova autour d'Adana, plaine de la Sakarya, deltas des Kızıl et Yeşil Irmak sur le littoral de la mer Noire...). Des voies ferrées sont construites à la fin de l'Empire ottoman par des capitaux étrangers pour drainer ces productions vers les ports comme Izmir ou Istanbul (tabac, figue, sultanine, olive, coton). Le marché de la capitale, les palais des Sultans, l'armée, les étrangers (qui s'appuient souvent sur les minorités chrétiennes et juives) offrent des débouchés à une agriculture modernisée et déjà compétitive dans son contexte.

### *L'agriculture turque en chiffres ; principales données*

L'actuelle agriculture occupe 35,5 % du territoire, auxquels s'ajoutent 15 % de superficie réservée aux prairies et pâturages (sur un territoire à la fois très montagneux et souvent de climat subaride) et 29,5 % à la forêt (relevant en grande part de la propriété domaniale), parts considérablement plus élevées que chez les voisins iranien et arabes. 27,7 millions d'hectares sont cultivés en 1994 (contre 14,8 millions en 1940). La superficie cultivée doit néanmoins être revue à la baisse durant les années 1995-2000 (Bayar 2004) et de fait l'agriculture se trouve en concurrence directe avec le foncier urbain, industriel ou les activités touristiques en forte expansion territoriale (Bayar 2004, Bazin 1999).

La production agricole se répartit entre 69,28 % pour les cultures, 24,76 % pour l'élevage, 2,74 % pour la forêt (très faible rentabilité au vu des surfaces déclarées), 3,2 % pour l'aquaculture (en rapide croissance). En 2002, la Turquie est ainsi premier producteur mondial

---

<sup>3</sup> Des statistiques très officielles parlent de 3 428 agglomérations rurales (villages permanents et estivaux [*mezraa, yayla*]) évacuées par l'Administration de l'Etat d'urgence pour le Sud-est anatolien, soient environ 450 000 personnes ; chiffres évidemment contestés par les militants kurdes comme par des défenseurs de Droits de l'Homme. Un mouvement de retour est aujourd'hui perceptible, encouragé par les autorités. La situation reste cependant fragile, les inquiétudes étant en grande partie dues aux contrecoûts de l'évolution chaotique de l'Irak sous occupation américaine.

de noisette, figue et abricot, quatrième pour les légumes frais, le tabac et le raisin, septième pour le blé et le coton, classement relativement stable comme le souligne le tableau suivant.

**Tableau 1 : La place des productions agricoles turques dans le monde : la Turquie parmi les dix premiers producteurs**

|   | <i>Rang</i> | <i>Production<br/>(1000 tonnes)</i> |                              | <i>Rang</i> | <i>Production<br/>(1000 tonnes)</i> |
|---|-------------|-------------------------------------|------------------------------|-------------|-------------------------------------|
| <b><i>Productions végétales autres que fruits</i></b> |             |                                     | <b><i>Fruits</i></b>         |             |                                     |
| Avoine  | 7           | 9000                                | Pistache                     | 3           | 85                                  |
| Blé   | 9           | 21000                               | Amande                       | 8           | 38                                  |
| Orge  | 9           | 277                                 | Thé                          | 6           | 131                                 |
| Tomate  | 3           | 8000                                | Pomme                        | 6           | 2300                                |
| Pastèque  | 2           | 4000                                | Noisette                     | 1           | 490                                 |
| Lentille  | 3           | 560                                 | Pamplemousse                 | 9           | 130                                 |
| Pois chiche   | 2           | 650                                 | Figue                        | 1           | 280                                 |
| Aubergine   | 3           | 970                                 | Abricot                      | 1           | 440                                 |
| Coton   | 7           | 925                                 | Cerise                       | 1           | 255                                 |
| Concombre   | 2           | 1750                                | Citron                       | 10          | 535                                 |
| Oignon  | 4           | 1800                                | Raisin                       | 6           | 3650                                |
| Betterave sucrière                                    | 5           | 13965                               | Olive                        | 4           | 1800                                |
| Tabac   | 6           | 152                                 | <b><i>Viande ovine</i></b>   | 6           | 268                                 |
| Poivron vert  | 3           | 1760                                | <b><i>Lait de brebis</i></b> | 3           | 750                                 |

Source : ÇAKMAK E., AKDER H., 2005, *DTÖ ve AB'deki Gelişmeler Işığında 21. Yüzyılda Türkiye Tarımı* [L'agriculture turque au 21<sup>ème</sup> siècle à la lumière des développements de l'OMC et de l'Union européenne], TÜSİAD-T/2005-06/397, 177 p., accès par <http://www.tusiad.org/turkish/rapor/tarim2/tarim.pdf>, d'après les données de DİE transmises à la FAO ; *Turquie 2004* (ministère de l'Information).

On retiendra surtout de ce tableau la fierté turque de figurer parmi les « dix premiers » producteurs de denrées très variées, certaines exportées en grande partie, d'autres plus à usage interne (légumineux, céréales, légumes, thé). Nombre d'entre elles sont à la base de filières industrielles (textile, tabac, sucrerie, huilerie), mais on peut aussi distinguer productions autochtones remontant à l'Antiquité (blé, pistache, figue, abricot, raisin, olive, figue...) <sup>4</sup> et acclimatations effectuées avec succès comme la betterave sucrière, le coton ou le thé, apparues à la fin de l'Empire ottoman et développées sous la République. Par contre, ancien pays de nomades pastoraux, la Turquie ne brille pas par ses productions animales (et s'en désole souvent par la plume de ses éditorialistes).

16,5 % des surfaces sont irriguées, mais le projet GAP (*Güneydoğu Anadolu Projesi*) vient considérablement modifier la donne avec sa trentaine de barrages (dont une vingtaine destinée à l'irrigation et/ou à la production hydroélectrique). Ce sont 1 800 000 ha nouveaux qui devraient à terme être irrigués dans les bassins-versant de l'Euphrate et du Tigre (Bischhoff & Pérouse 2003, de Tapia 2003). Les sécheresses de ces dernières années sont toutefois inquiétantes : nombreux sont les barrages des régions de Konya (Anatolie centrale) et du Taurus oriental (programme GAP) qui se trouvent à sec ou sous le niveau requis pour permettre l'irrigation de régions où par ailleurs les nappes phréatiques ont été inconsidérément surexploitées <sup>5</sup>.

<sup>4</sup> La Turquie s'enorgueillit d'être le berceau, sinon de l'agriculture au néolithique (site de Çatal Höyük), du *prunus armenicus* (abricot) et de la cerise née près de l'antique Cerasos, aujourd'hui Giresun.

<sup>5</sup> Une revue touristique grand public donne quelques photos saisissantes de l'assèchement de la région de Konya (*Atlas* n° 174, septembre 2007, pp. 102-119, « Konya Ovası : son kuşlar, son damlalar » [la plaine de Konya : derniers oiseaux, dernières gouttes] par Güven Eken, photographies de Cüneyt Oğuztüzün. L'article met

Le secteur n'occupe plus que 29,2 % de la population active (34 ou 30,5 %, selon la source, en 2004, près de 65 % en 1980), part cependant considérable face aux situations européennes, et ne constitue plus que 11,2 % du PIB (contre 25 % en 1980, de 11,2 à 12,4 % en 2006, selon les sources statistiques consultées) et exporte pour 4,6 milliards US\$ (*Turquie 2004, Tarım 2/29* du 9.01.2007). Le recul de ces indices est donc rapide, au grand dam des opposants à l'entrée dans l'UE, même si, comme le souligne Jean-François Pérouse (2004 : 319), les statistiques doivent être lues avec prudence. La population active agricole, en valeur absolue, est en baisse rapide : on estime qu'en deux années seulement (2005-2006), elle a perdu 1 312 000 actifs (*Tarım 3/32* du 10.04.2007) tandis que le nombre d'exploitations agricoles serait passé de 4 091 530 (1990) à 3 075 516 en 2001 (*Tarım 1/10* du 14.06.2005). Ces reculs importants masquent quelques succès non négligeables, comme le développement de l'aviculture (fragilisé néanmoins par la grippe aviaire), de l'horticulture (25 000 emplois pour les fleurs coupées exportées), de l'aquaculture marine (région égéenne), de l'agriculture biologique (1947 exploitations en 1996 pour 18 385 en 2000 ; 6789 ha à 59 385 ; 19 304 tonnes produites à 237 210 ; chiffres cités par Pérouse 2004 : 329) et donc, de fait, une adaptation aux nouveaux modes de consommation des marchés intérieurs et internationaux (UE, Europe orientale et Moyen-Orient).

**Tableau 2 : Indices macro-économiques dans l'agriculture**

| <i>Périodes / années</i> | <i>Taux de croissance (%)</i> | <i>Part du PIB (%)</i> | <i>Part de l'emploi (%)</i> |
|--------------------------|-------------------------------|------------------------|-----------------------------|
| 1970-1979                | 0,7                           | 20,8                   | 50,8                        |
| 1980-1989                | 1,6                           | 15,1                   | 45,2                        |
| 1990-1999                | 1,1                           | 18,0                   | 48,0                        |
| 2000-2003                | 2,0                           | 11,6                   | 34,0                        |
| 2004                     | 2,0                           | 11,6                   | 34,0                        |
| 2005                     | 5,6                           | 11,4                   | 29,5                        |
| 2006*                    | - 1,2                         | 11,2                   | 29,2                        |

Source : *Tarım, Gıda, Hayvancılık* Vol. 2, n° 29, 9.01.2007, pp. 16-17, d'après la Délégation au Trésor, Ankara.  
 (\*) : neuf premiers mois de l'année

La Turquie compte encore plus de 3 millions d'exploitations agricoles (contre plus de 4 millions en 1991) sur environ 25 millions d'hectares (pâturages compris). Bien que 42,9 % d'entre elles déclarent pratiquer l'irrigation, 19 % seulement le font selon des méthodes modernes. 64,8 % des exploitations sont petites (moins de 5 ha), 29,4 % appartiennent à la catégorie moyenne (de 5 à 20 ha) et 5,8 % à la catégorie grande (plus de 20 ha). Encore faut-il y compter quelques grands propriétaires terriens (Sud-est anatolien) et des firmes agro-alimentaires (30 000 entreprises qui exploitent parfois leurs propres terres : aviculture).

La taille moyenne des exploitations, à échelle européenne, est extrêmement modeste : de 5,2 ha en 1991, elle est passée à 6,0 ha en 2001. Les exploitations de moins de 10 ha rassemblent 85 % des agriculteurs pour 41 % de la surface agricole. La concentration commence à s'affirmer dans la zone des 10 à 50 ha avec 15 % des exploitants pour 50 % des surfaces. La part des exploitations irriguées passe dans le même temps de 14 à 20 %<sup>6</sup>.

---

directement en cause une irrigation peu soucieuse d'équilibres écologiques dans un contexte de changement climatique qui ici comme ailleurs interpelle scientifiques et écologistes mais interroge aussi certains agriculteurs.

<sup>6</sup> Il s'agit là des terres irriguées par des moyens quelque peu techniques (périmètres d'irrigation, pompes, aspersion, gravitation...), tous les paysans turcs pratiquant forcément une méthode d'arrosage ou d'irrigation même très traditionnelle ou artisanale dans un pays au climat généralement très contrasté.

**Tableau 3 : Structures de la propriété agricole ; comparaison entre 1991 et 2001**

| Taille exploitation<br>(ha) | 1991         |            | 2001         |              |
|-----------------------------|--------------|------------|--------------|--------------|
|                             | Exploitation | Superficie | Exploitation | Superficie   |
| Sans terre                  | 2,50         | --         | 1,77         | --           |
| < 0,5                       | 6,19         | 0,29       | 5,78         | 0,26         |
| 0,5 – 0,9                   | 9,37         | 1,08       | <b>9,44</b>  | 1,02         |
| 1 – 1,9                     | 18,49        | 4,28       | 17,54        | 3,82         |
| 2 – 4,9                     | 31,33        | 16,28      | 30,91        | 15,48        |
| 5 – 9,9                     | 17,53        | 19,80      | <b>18,21</b> | <b>20,41</b> |
| 10 – 19,9                   | 9,42         | 21,21      | <b>10,64</b> | <b>24,05</b> |
| 20 – 49,9                   | 4,27         | 20,23      | <b>5,00</b>  | <b>23,69</b> |
| 50 – 99,9                   | 0,59         | 6,49       | 0,57         | 6,32         |
| 100 – 249,9                 | 0,25         | 5,63       | 0,14         | 3,07         |
| 250 – 499,9                 | 0,05         | 2,88       | 0,10         | 0,40         |
| 500 et plus                 | 0,01         | 1,83       | 0,00         | 1,50         |

Source : ÇAKMAK E., AKDER H., 2005, *DTÖ ve AB'deki Gelişmeler Işığında 21. Yüzyılda Türkiye Tarımı* [L'agriculture turque au 21<sup>ème</sup> siècle à la lumière des développements de l'OMC et de l'Union européenne], TÜSIAD-T/2005-06/397, 177 p., accès par <http://www.tusiad.org/turkish/rapor/tarim2/tarim.pdf>, d'après les données de DİE.

Productions végétales et animales sont encore très mêlées sur les exploitations ; la polyculture est encore la règle hors des régions de cultures spéciales destinées aux marchés urbains et internationaux, ce qui fait dire à de nombreux spécialistes que l'élevage est en crise profonde, tout comme l'indépendance alimentaire, et que le rapprochement avec l'Union européenne, sans mise en œuvre d'une politique volontariste de transformation des structures, est dangereuse pour beaucoup de petits exploitants.

**Tableau 4 : La structure des exploitations agricoles en Turquie : l'absence de spécialisation**

| Année | Nombre total<br>d'exploitations | Nombre<br>d'exploitations<br>mixtes<br>(incluant<br>élevage) | Part (%) | Nombre<br>d'exploitations<br>spécialisées<br>élevage | Part (%) |
|-------|---------------------------------|--|----------|--|----------|
| 1991  | 4 091 530                       | 3 943 340  | 96,38    | 148 190  | 3,62     |
| 2001  | 3 075 516                       | 3 002 934  | 97,65    | 75 582   | 2,36     |

Source : *Tarım, Gıda, Hayvancılık* Vol. 1, n° 10, 14.06.2005, pp. 16-17, d'après Recensements généraux de l'agriculture 1991 et 2001, DİE, Ankara. Les ménages agricoles sont comptabilisés uniquement dans les agglomérations de moins de 5000 hab. en 1991 ; la norme est « moins de 25 000 hab. » en 2001.

Selon une enquête de DİE (2004, voir tableau ci-dessous) sur les seuils de pauvreté en Turquie, 26,7 % de la population (soient 18,4 millions de personnes) avoisinerait le seuil de pauvreté tel que défini par l'ONU. Le seuil dit de « la faim » (moins de 1 US\$ par jour et par personne) toucherait 926 000 individus et même 2 082 000 si l'on prend en compte celui de 2,15 US\$ ! Les ruraux sont plus touchés que les urbains (540 000 contre 269 000, ou 10 846 000 contre 7 146 000 pour le seuil de pauvreté). La situation est donc extrêmement préoccupante, indiquant une césure entre les plus pauvres et ceux qui tirent parti de la croissance et de la modernisation en cours.

**Tableau 5 : Evolution récente des taux de pauvreté ; personnes de référence des ménages (2002-2004)**

|                                 | 2002                             |                           | 2003                             |                           | 2004                             |                           |
|---------------------------------|----------------------------------|---------------------------|----------------------------------|---------------------------|----------------------------------|---------------------------|
| <i>Position dans le travail</i> | <i>Part dans la population %</i> | <i>Taux de pauvreté %</i> | <i>Part dans la population %</i> | <i>Taux de pauvreté %</i> | <i>Part dans la population %</i> | <i>Taux de pauvreté %</i> |
|                                 | TURQUIE                          |                           |                                  |                           |                                  |                           |
| Salarié                         | 36,32                            | 13,64                     | 38,98                            | 15,28                     | 38,73                            | 10,35                     |
| Journalier                      | 7,03                             | 45,01                     | 6,89                             | 43,09                     | 8,56                             | 37,52                     |
| Employeur                       | 3,64                             | 8,99                      | 5,04                             | 8,84                      | 4,39                             | 6,94                      |
| Indépendant                     | 25,62                            | 29,91                     | 20,42                            | 32,38                     | 20,75                            | 30,48                     |
| Aide familial                   | 21,83                            | 35,33                     | 19,49                            | 38,51                     | 18,71                            | 38,73                     |
| Chômeur                         | 5,56                             | 32,44                     | 9,18                             | 30,97                     | 8,86                             | 20,95                     |
| Total/moyenne*                  | 100                              | 26,96                     | 100                              | 28,12                     | 100                              | 25,60                     |
|                                 | RURAL                            |                           |                                  |                           |                                  |                           |
| Salarié                         | 16,77                            | 17,80                     | 16,34                            | 18,31                     | 19,03                            | 16,71                     |
| Journalier                      | 5,68                             | 6,01                      | 8,78                             | 45,29                     | 47,29                            | 47,15                     |
| Employeur                       | 1,93                             | 3,14                      | 2,51                             | 15,26                     | 10,58                            | 15,58                     |
| Indépendant                     | 35,98                            | 30,44                     | 30,55                            | 33,38                     | 35,98                            | 37,04                     |
| Aide familial                   | 36,98                            | 37,43                     | 36,11                            | 36,67                     | 41,01                            | 41,79                     |
| Chômeur                         | 2,66                             | 5,18                      | 5,71                             | 62,56                     | 38,84                            | 38,12                     |
| Total ou moyenne*               | 100                              | 100                       | 100                              | 34,48                     | 37,13                            | 39,97                     |

Source : *Tarım, Gıda, Hayvancılık* Vol. 2, n° 29, 9.01.2007, pp. 22-23, d'après DIE, Ankara, 2004, enquête sur la pauvreté (article de Cevat GERAY : « Açlık ve yoksulluk dayanılmaz boyutlarda. Kırsal alanda tehlike çanları çalıyor » [La faim et la pauvreté atteignent des dimensions insupportables. L'alarme sonne dans les campagnes]). Cevat Geray, professeur à Ankara, spécialiste des questions de développement rural, est depuis longtemps engagé dans la défense des intérêts des populations rurales ; il a participé à la définition de l'économie du secteur populaire, troisième voie entre socialisme et capitalisme, durant les années 1960-1970 avec Bülent Ecevit. Ses travaux sur le mouvement coopératif font autorité. (\*) Ensemble des actifs de plus de 15 ans.

C'est donc un secteur économique en pleine mutation, mutation conseillée par l'UE ou le FMI, relayée par le gouvernement qui a engagé une profonde réforme de l'agriculture (*Turquie 2001*, OCDE, 113-118), qui cumule à la fois des progrès spectaculaires et des insuffisances structurelles majeures, qui s'apprête tant bien que mal à rejoindre les normes européennes. Il n'est pas sûr que tous les agriculteurs turcs comprennent bien les enjeux de la Politique Agricole Commune (comme d'ailleurs une grande partie de l'opinion), mais les inquiétudes comme les enthousiasmes sont perceptibles. Parfois ouvertement déclarés, ils font débat dans les média écrits ou télévisés.

### **1923-1980 : une politique agricole sous le signe de l'étatisme**

Avec l'avènement de la République et le régime fondé par Atatürk, le grand homme providentiel de la Turquie moderne, l'état entreprend de créer une agriculture moderne, rationnelle, d'abord tournée vers la substitution aux importations et une certaine autarcie, plus tard vers la diversification du marché intérieur. Parmi les grands succès républicains, la création de stations expérimentales (*Devlet Üretim Çiftliği*) et d'entreprises nationales qui adapteront productions et produits, vulgariseront les techniques modernes, entraînant ce qui a parfois été qualifié de « révolution verte » discrète (car jamais réellement accompagnée de redistribution des terres, souvent programmée, jamais menée à terme). La Turquie passe de 13 millions à 72 millions d'habitants entre 1927 et aujourd'hui ; la production agricole suit, étant même souvent en mesure d'exporter des surplus importants. Des unions coopératives puissantes sont créées (sur la base de produits-filières : olive, betterave sucrière, thé, coton, rose, oléagineux, vigne, soie, noisette...), celles-là même qui sont aujourd'hui remises en

cause par le FMI et l'UE, alors qu'elles ont une réelle utilité et connaissent de vrais succès économiques (présences de *Marmara Birlik* et *Tariş*, producteurs d'olives, dans toute l'Europe, *Panko-Birlik*, producteurs de betteraves sucrières, avec le rachat de plusieurs sucreries). Cette politique volontaire va dans le sens d'un redéploiement géographique des activités agricoles et agro-alimentaires. Par le biais de plusieurs grandes sociétés nationales, les filières sucrières, bois-papier (souvent peuplier), thé, textile (coton, lin, laine, chanvre, soie), cuir... amènent l'industrialisation de régions nouvelles et la diffusion d'une relative modernité (cadres urbains, ingénieurs d'entreprise en milieux ruraux jusqu'alors très conservateurs : Anatolie centrale et orientale). De cette période datent quelques fleurons de l'industrie turque, souvent dite de substitution : les monopoles *Tekel* (alcools, tabacs), les firmes étatiques *Sümerbank* (activités très variées, dont textiles), *SeKa* (papeteries), *Çaykur* (thé), *TCDD* (transports ferroviaires), *MKEK* (chimie, dont engrais)... supportées par des banques d'investissement liées à l'Etat, comme *Türkiye İş Bankası* (investissement industriel, Atatürk en est l'un des actionnaires et fondateurs) ou *TC Ziraat Bankası* (Crédit agricole). Des ministères spéciaux sont créés (*Köy İşleri Bakanlığı* : ministère des Affaires Rurales), disposant de directions autonomes spécialisées comme *DSİ- Devlet Su İşleri* (Chantiers hydrauliques) qui jouera un rôle considérable dans l'aménagement rural.

Il s'agit alors d'un mouvement complexe, mobilisant ministères et directions locales, banques publiques, éducation nationale, patrons et travailleurs, avec la création contradictoire de mouvements syndicaux et agricoles et patronaux très liés à l'état et à la bureaucratie. Le lieu n'est pas idoine pour un historique de la modernisation inachevée ou incomplète des campagnes turques, mais il est sans doute utile de rappeler ce contexte volontariste, assez comparable à ce que connaîtront parallèlement les pays socialistes, et très différent de la ruralité occidentale. Étroitement surveillés et encadrés par l'Etat, les paysans turcs lui sont aussi très attachés comme régulateur et formateur de l'activité agricole (prix-planchers, garanties sur le marché, prêts, aides et subventions, formation professionnelle, diffusion technique et technologique). Alors que la partie asiatique de l'Empire – l'actuelle Turquie – était un pays de grande propriété collective indivise (terres étatiques affermées ou concédées à des serviteurs de l'Etat (*timar*, *çiftlik*), réserves impériales et / ou militaires, terrains de parcours tribaux, où la situation des paysans était précaire, qu'ils soient d'ailleurs musulmans ou chrétiens - *reaya*), l'un des succès de la République aura été de transformer Thrace orientale et Anatolie en un pays de petits propriétaires ruraux sur un mode relativement égalitaire. A l'exception toutefois des régions orientales kurdes, où les notables, parfois chefs tribaux (*ağa*, *torun*), se transforment parfois en grands propriétaires latifundiaires, sur un modèle proche de celui de l'Iran voisin : terres, villages et paysans appartenaient souvent aux grands propriétaires alors qualifiés de féodaux par la gauche. Souvent proclamées, parfois partiellement mise en œuvre, la réforme agraire est ici incomplète.

Malgré un premier tournant libéral en 1950, avec l'alignement sur la politique extérieure américaine et le passage au multipartisme, l'économie turque reste très liée à l'étatisme. De 1950 à 1980, les firmes privées s'allient au capital étranger, mais l'Etat s'allie également aux firmes privées, d'où une floraison sans précédent d'entreprises à capitaux mixtes et l'apparition d'un « secteur économique mixte » (*Karma Sektörü*). Ce nouveau secteur correspond en fait à l'émergence de capitalistes privés très liés aux pouvoirs publics (dès les années 1920-1930), mais l'Etat est néanmoins obligé de continuer à prendre les devants en l'absence d'investissements privés dans certaines zones rurales ou excentrées. C'est ainsi que naissent dans les années 1960-1970 encore des entreprises nationales comme *SEK* (*Süt Endüstri Kurumu* : Office de l'Industrie Laitière), *TAKSAN*, *TÜMOSAN*, *TUSAŞ*, industries électroniques ou mécaniques, voire aéronautiques (!) parfois liées à des groupes comme...



*Daimler Benz*. Le phénomène d'imbrications entre capitaux publics et privés, nationaux et étrangers, phénomène qui pourrait étonner plus d'un patron européen, est particulièrement bien décrit par Ayşe Buğra (1994). Ceci intéresse l'activité agricole dans la mesure où ces sociétés produisent beaucoup d'intrants : tracteurs et machines agricoles, engrais et pesticides, et parfois, comme SEK, transforment la production agricole<sup>7</sup>.

### **Le tournant de 1980 : l'entrée de la Turquie dans la mondialisation**

1980, année du dernier coup d'état militaire, est aussi celle du plan de restructuration économique impulsé par Turgut Özal, choisi par les militaires comme ministre de l'Economie et des Finances, devenu par la suite Premier ministre, puis premier Président de la République issu des cadres civils et non militaire<sup>8</sup>. Ce plan avait pour objectifs déclarés déréglementations, privatisations, libéralisation, ouverture au capital étranger et remise en cause fondamentale des structures de l'économie turque dans un sens très libéral, totalement opposé à celui de l'ère kémaliste, voire à celui des années 1960. Décomposé en plusieurs séries de mesures (programme de stabilisation économique en janvier, programme de redressement économique en mars, réforme fiscale de septembre...), il aura eu des conséquences fondamentales dans le fonctionnement de l'économie, jusqu'alors très dépendante de l'Etat.

Nul doute que le climat autoritaire – même si les militaires ont rendu assez vite le pouvoir aux civils, la Constitution turque a été remaniée profondément de façon à bloquer toute influence socialiste ou collectiviste – a empêché toutes velléités de contestation de ce programme libéral. L'exemple de *Köy-Koop*, organisation coopérative créée par le gouvernement Ecevit en 1971, est parlant : cette fédération de coopératives de développement rural qui comprenait de nombreuses entités créées par des émigrés (*Köy Kalkınma Kooperatifleri* = Coopératives de Développement rural, nées en 1969, de Tapia 1996), a été dissoute en 1984 pour des motifs surtout idéologiques. Ce n'est qu'en 1999 que la fédération renaît, pour, semble-t-il, jouer à nouveau un rôle non négligeable dans le développement rural et local<sup>9</sup>.

Vingt-cinq années plus tard, la privatisation, qui a touché de très nombreux pans de l'économie, n'est pourtant pas complète. L'un des freins les plus importants restant d'ailleurs la ruralité, le secteur productif agricole est encore jugé archaïque par les observateurs étrangers. De très nombreux pans de l'économie étatique ou mixte relevant de l'agriculture ou de la ruralité ont été vendus totalement ou partiellement : conserveries de viande et poisson (*EBK*, né en 1952, devenu *EBÜ AŞ* avec 9 usines sur un total de 37 au départ), laiteries (*SEK*), conditionnement du thé (*Çay-Kur*), sucreries (*TCŞF*), Office de l'Équipement agricole (*TZDK*), papeteries (*SEKA*), scieries et filière bois (*ORÜS*)... mais aussi l'entreprise d'Etat *Sümerbank*, créée par Atatürk, qui transformait cuir et peaux comme textiles (coton, lin, chanvre, laine, soie...) ou le monopole *Tekel* (devenu *Mey*) privatisé en 2003 et vendu à un consortium dirigé par Nurol Holding. En d'autres termes, une grande partie des prix et des quotas de productions agricoles garantis aux agriculteurs ont été remis en cause dans un pays où la norme reste celle de la petite exploitation (avec une moyenne de 2 à 5ha !). Les capitaux

---

<sup>7</sup> On pourrait aussi citer l'usine d'alcaloïdes TMO de Bolvadin (années 1980), qui transforme l'opium produit en Anatolie centrale en base de médicaments (pour, entre autres, répondre aux accusations américaines affirmant que la Turquie est une base de production d'héroïne).

<sup>8</sup> Paradoxalement, ce coup d'état militaire ouvre une nouvelle ère puisque, à partir de Turgut Özal, Süleyman Demirel, Ahmet Sezer et aujourd'hui Abdullah Gül, sont des civils alors que tous les Présidents, de Mustafa Kemal Atatürk à Kenan Evren, étaient des généraux à la retraite.

<sup>9</sup> Diverses informations relevées dans *Tarım*, supplément de Cumhuriyet. Voir le site <http://www.koy-koop.org> (consulté le 24.07.07).

étrangers, encouragés par le gouvernement, sont venus transformer la production agro-alimentaire, même si en réalité le capital turc ne s'en sort pas si mal, préférant s'associer sur le modèle des deux grands holdings *Koç* et *Sabancı*. *Yaşar Holding* (brasserie, laiterie) ou *Ülker* et *Eti* (biscuiterie, confiserie), *Piyale* (pâtes alimentaires), appartiennent aux sociétés nées durant les années 1930, parfois plus anciennes (*Piyale*, *Çapamarka* sont nées au début du 20<sup>ème</sup> siècle ou à la fin du 19<sup>ème</sup>...).

L'octroi des subventions à l'agriculture, comme le montre le tableau ci-dessous, est en train de changer, motivant l'incompréhension de nombreux agriculteurs confrontés à la hausse des prix à la production et à la baisse des prix de vente, de moins en moins garantis par l'Etat. Il motive aussi la colère montante des opposants à l'adhésion à l'UE. Les postes principaux sont aujourd'hui les aides directes aux agriculteurs et les primes à la production, justement ceux que prônent FMI et UE.

**Tableau 6 : Subventions à l'agriculture (en prix courants, millions YTL)**

| <i>Subvention</i>                                      | <b>2002</b> | <b>2003</b> | <b>2004</b> | <b>2005</b> | <b>2006 *</b> | <b>2007 **</b> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|----------------|
| Aides directes   | 1877        | 2530        | 2480        | 2352        | 2670          | 2567           |
| Paiements aux éleveurs                                 | 75          | 126         | 209         | 345         | 660           | 710            |
| Réforme agraire  | 84          | 51          | 31          | 3           | 30            | 50             |
| Primes   | 200         | 269         | 294         | 650         | 950           | 1000           |
| Soutien à la production de thé                         | 40          | 39          | 70          | 113         | 150           | 150            |
| Soutien à l'assurance Produits agricoles               | 0           | 0           | 0           | 0           | 20            | 50             |
| Soutien aux producteurs de lait et semences certifiées | 0           | 0           | 0           | 0           | 15            | 100            |
| Aides aux produits alternatifs (pomme de terre)        | 0           | 0           | 0           | 0           | 15            | 13             |
| Développement rural                                    | 0           | 0           | 0           | 0           | 50            | 50             |
| Prime céréalière                                       |             |             |             | 209         | 315           | 560            |
| <b>Total général</b>                                   | <b>2276</b> | <b>3015</b> | <b>3084</b> | <b>3680</b> | <b>4875</b>   | <b>5250</b>    |

Source : *Tarım, Gıda, Hayvancılık* Vol. 2, n° 29, 9.01.2007, pp. 16-17, d'après le 9<sup>ème</sup> Plan quinquennal, programme annuel 2007.

La Turquie actuelle importe certaines années huile d'olive, lentilles rouges, blé, riz, oléagineux et viandes. Un comble pour ce grand pays agricole : le fait est mal vécu et encore une fois durement critiqué tant par les institutions agricoles que par les intellectuels et les éditorialistes de tendances nationalistes. De fait, les exportations agricoles plafonnent (même si elles ont largement augmenté depuis les années 1980), leur part stagnante autour de 10 % dans les années 2000. En termes absolus, le succès ne peut être minimisé, mais en termes relatifs, on comprend que l'agriculture turque est dans une période d'essoufflement, comme le montre le tableau ci-dessous :

**Tableau 7 : Evolution de la part du secteur agricole dans les échanges extérieurs (en millions US\$).**

| Année             | Exportations |                        |                             | Importations |                        |                             | Balance produits agricoles | Volume produits agricoles |
|-------------------|--------------|------------------------|-----------------------------|--------------|------------------------|-----------------------------|----------------------------|---------------------------|
|                   | Total        | Dont export. agricoles | Part agricole / Export. (%) | Total        | Dont import. agricoles | Part agricole / Import. (%) |                            |                           |
| 1980              | 2910         | 1672                   | 57,5                        | 7909         | 51                     | 0,6                         | 1621                       | 1723                      |
| 1985              | 7959         | 1719                   | 21,6                        | 11344        | 375                    | 3,3                         | 1344                       | 2094                      |
| 1990              | 12959        | 2347                   | 18,1                        | 22302        | 1318                   | 5,9                         | 1029                       | 3665                      |
| 1995              | 21637        | 2133                   | 9,9                         | 35709        | 1908                   | 5,3                         | 225                        | 4041                      |
| 2000              | 27775        | 3855                   | 13,9                        | 54503        | 4156                   | 7,6                         | - 301                      | 8011                      |
| 2001              | 31334        | 4349                   | 13,9                        | 41399        | 3079                   | 7,4                         | 1270                       | 7428                      |
| 2002              | 36059        | 4052                   | 11,2                        | 51554        | 3995                   | 7,7                         | 57                         | 8047                      |
| 2003              | 47253        | 5257                   | 11,1                        | 69340        | 5265                   | 7,6                         | - 8                        | 10522                     |
| 2004              | 63167        | 6501                   | 10,3                        | 97540        | 6059                   | 6,2                         | 442                        | 12560                     |
| 2005<br>(10 mois) | 60288        | 6650                   | 11,0                        | 95418        | 5380                   | 5,6                         | 1270                       | 12030                     |
| 2006<br>(10 mois) | 67819        | 6749                   | 10,0                        | 112321       | 5977                   | 5,3                         | 772                        | 12726                     |

Source : *Tarım, Gıda, Hayvancılık* Vol. 2, n° 29, 9.01.2007, pp. 16-17, d'après <http://www.dtm.gov.tr>

Au total, il semble bien qu'un palier ait été atteint (palier déjà noté par Rüya Bayar en ce qui concerne les surfaces exploitées, 2004) : comptable de très réels succès, l'agriculture turque inquiète les Européens alors qu'elle est très consciente de ses difficultés, mais hésite sur les stratégies à adopter.

### **La Turquie et l'UE : intégration ou concurrence ?**

Que dire de l'agriculture dans ce contexte ? Les géographes dans leurs écrits récents (Pérouse 2004, Hütteroth & Höhfeld 2002) soulignent bien la fragilité structurelle de l'agriculture turque. Agriculteurs comme chercheurs turcs en sont bien conscients et ne cessent de mettre en garde les politiques contre une négociation trop rapide et trop laxiste avec l'UE, voire dénoncent l'Union douanière de 1996 qui n'a pas apporté les progrès escomptés. Certes, les produits agricoles n'y figuraient pas, mais on s'attendait d'une part, à de meilleurs résultats pour les produits manufacturés pouvant inclure des intrants d'origine agricole (textiles, agro-alimentaire), d'autre part à de meilleures opportunités pour les exportations en général, or le déficit de la balance des paiements n'a pas été réduit, bien au contraire, ce sont les importations venant de l'UE qui se sont accrues.

De fait, cette agriculture est en grande partie de type... méditerranéen, comme en France, Italie, Grèce, Chypre, Espagne, Portugal, Slovénie, Bulgarie, Roumanie, mais aussi Croatie, Algérie, Maroc, Tunisie... ou Israël. Les productions turques ne s'écoulent, à part les produits-phares cités, que très modestement vers l'Europe et des concurrents nouveaux apparaissent comme le thé géorgien ou la noisette azerbaïdjanaise (soutenus par l'UE !). L'immigration turque en Europe est un bon vecteur (nombreuses petites et moyennes entreprises de distribution alimentaire), mais cela ne suffit pas à assurer un débouché massif. La concurrence est déjà difficile dans le cadre de l'Union douanière (jugée souvent décevante par la partie turque), une entrée dans l'UE pourrait aussi freiner les débouchés vers les espaces tiers (pays arabes, Iran, Asie centrale). Certaines productions seraient complémentaires de celles de l'Europe, mais comment pourraient-elles résister au marché

mondial. Le cas du thé, turc, iranien ou géorgien, acclimaté dans les années 1920-1940 est un bon exemple de production intéressante dans un marché national fermé, mais difficilement concurrentiel dans celui d'un marché mondial ouvert ; or des milliers de petits producteurs turcs (montagnes littorales de la mer Noire) ou iraniens (mer Caspienne) en dépendent... Le transfert de milliers de petits producteurs au potentiel migratoire intérieur / international affole autant les décideurs européens que les politiques turcs, or quel que soit le résultat des négociations, ce transfert se fera. Reste à créer les conditions de l'accompagnement de ces nombreux migrants potentiels ; plusieurs estimations citent une fourchette de 2 134 000 à 2 734 000 migrants, mais sur une période de trente ans (2004-2030). Or tous ne seront pas des agriculteurs non qualifiés, ou ne se dirigeront pas vers l'UE<sup>10</sup>.

Si les diplomates, les organismes publics (comme les Instituts de recherche agricole) et les acteurs économiques favorables à l'adhésion (comme TÜSIAD) discutent de l'entrée de l'agriculture turque dans l'économie européenne sous un angle plutôt technique (agronomie, conditionnement, normes, fiscalité, taxation...), la presse engagée ou d'opinion politique (comme le supplément *Tarım* - Agriculture du quotidien *Cumhuriyet* ou les Chambres d'Agriculture développent une vision plus sociale qu'économique, insistant sur les coûts sociaux et les régressions en matière d'indépendance alimentaire. Chaque privatisation, chaque mesure de libéralisation des prix, en résumé, la politique de réforme de l'agriculture telle qu'elle est exposée dans le volume *Turquie 2001* de l'OCDE, est sujette à polémique. La politique de la Banque Mondiale, consistant à imposer de nouvelles espèces ou variétés plus rentables – et de ce fait mettant en cause la biodiversité anatolienne et les stocks génétiques locaux – est également très durement critiquée (Pérouse 2004 : 331 ; *Tarım, passim*).

On peut par exemple relever dans le supplément *Tarım* du quotidien *Cumhuriyet* des titres comme :

- « Le cerge pour l'adhésion continue à brûler : dans l'agriculture, la croissance de la production va tomber, la consommation croître » (Vol. 3, n° 36, p. 29), à propos d'un rapport rédigé par des économistes réputés de la grande Université Technique du Moyen-Orient (Ankara) ; critique de la chute des prix à la production face à l'incitation à l'importation de céréales et d'oléagineux que le pays produit ;
- « Le gel des négociations n'est pas une surprise », « le [choux] blanc d'Anatolie est *out*, le chou de Bruxelles est *in* » (Vol. 3, n° 29), avec une critique en règle de la PAC agrémentée de quelques caricatures de tomates transgéniques plutôt agressives ;
- « Les chances de l'élevage turc face à la concurrence de l'UE sont nulles ! » à propos de l'édition d'un rapport de l'Union des Chambres et Bourses de Turquie d'Ankara (Vol. 1, n° 10, pp.16-17) ;
- « L'agriculture ne doit en aucun cas être sacrifiée » (Vol. 3, n° 31, pp. 16-17, rédigé par Rifat Hisarcıkloğu, président de TOBB) ;
- « Nous vivons une mutation rapide dans tous les secteurs de l'agriculture » (Vol. 2, n° 30, pp. 16-17, interview de Faik Yavuz, président de Bourse de Commerce d'Ankara), où sous un titre en apparence anodin, l'interviewé insiste sur la volonté européenne de détruire agriculture et élevage turcs... tout en demandant une gestion plus efficace des aides européennes.

---

<sup>10</sup> Chiffres cités par Griffiths et Özdemir (voir note 1) ou Ahmet İçduygu (2006), *Türkiye-Avrupa Birliği İlişkileri Bağlamak Uluslararası Göç Tartışmaları* [Discussions sur la migration internationale liée aux relations entre la Turquie et l'Union européenne], Istanbul, TÜSIAD, TÜSIAD-T/2006-12/427, 152 p.

Les exemples peuvent être multipliés et commentés à l'envi. Il est symptomatique que ces responsables économiques, issus du terrain mais occupant de fortes positions institutionnelles (Chambres d'agriculture, coopératives de producteurs...), souvent relayés par des universitaires rédacteurs de rapports techniques, prennent comme support *Cumhuriyet*, quotidien qui pouvait être comparé au *Monde* en France par son ton et son sérieux, mais qui depuis les victoires électorales de l'AKP développe un discours ombrageux ouvertement nationaliste sous couvert de défense du kémalisme et de la laïcité, justifiant l'apparition de ce que l'on appelle en Turquie *milliyetçi sol* (gauche nationaliste).

Au-delà des *success-stories*<sup>11</sup> et des plaintes sectorielles, corporatistes ou locales, des questions liées au changement climatique, à l'apparition de la grippe aviaire ou des tiques infestant certaines campagnes, comme de la critique féroce du gouvernement AKP en place (vieux classique de toute démocratie parlementaire), c'est bien à une réelle inquiétude face à l'avenir de millions de personnes que l'on se trouve ici confronté.

## Conclusion

Beaucoup a été écrit ces dernières années sur la Turquie face à l'UE. Après une longue période d'attentisme en grande part due à des problèmes politiques intérieurs, la perspective d'adhésion a entraîné en Turquie un grand enthousiasme populaire, l'opinion publique favorable à l'adhésion dépassant alors les 70 % dans les milieux les plus divers (entrepreneurs, femmes en général, y compris de tendance islamiste, jeunes, minoritaires religieux et / ou ethniques, de fait pour des raisons plus souvent politiques ou culturelles qu'économiques), mais les débats européens sur la Constitution, puis plusieurs campagnes électorales (comme en France) où les Turcs se sont sentis pris en otages par divers candidats sont venus largement tempérer cet enthousiasme qui, si l'on en croit les sondages et les récents résultats des élections (juillet 2007), s'effondre pour laisser place à un violent ressentiment contre l'Europe, championne du double langage (« deux poids, deux mesures », « club chrétien »...), maintenant accusée d'être l'instrument de la destruction programmée de la Turquie... avec les Etats-Unis ! Et de rappeler la politique européenne contre l'Empire ottoman... toute orientée vers le démembrement de l'Empire sous prétexte de perfusion à ce que l'on nommait alors « l'Homme malade » de l'Europe. Or ici, l'agriculture, peut-être plus par ses dimensions symboliques (l'Anatolie, berceau de l'agriculture, l'enracinement turc dans un territoire disputé par tant d'autres, des Grecs et des Arméniens aux Kurdes, l'indépendance alimentaire de la république, le facteur agricole dans l'industrialisation kémaliste...) qu'économiques, est un enjeu majeur et vital.

En Turquie comme ailleurs, le monde agricole est bien plus conservateur que l'ensemble de la société. Confronté aux difficiles négociations entre UE et Turquie et face à une mutation accélérée, il est en droit de se poser des questions sur son futur proche. L'enjeu est ici important puisqu'il conditionne l'existence et l'avenir de plusieurs millions de familles (donc d'éventuelles mobilités tant internes qu'internationales), mais aussi une part notable des débouchés agricoles alors que les exportations vers l'UE n'ont pas donné les résultats escomptés avec l'Union douanière. La PAC n'est guère intéressante pour la majeure partie des petits agriculteurs qui forment le gros de ce monde rural en pleine mutation ; elle est même menaçante. En grande partie opaque et, à vrai dire, jamais expliquée à l'ensemble des acteurs jusqu'à ces toutes dernières années, elle inquiète, mais on en retient surtout que

---

<sup>11</sup> On apprend ainsi que les bottes, bottines, sandales et autres babouches d'Harry Potter, du « Seigneur des Anneaux » ou de la « Guerre de Troie » sont « made in Maraş », confectionnées avec du cuir turc par un artisan local, M. Hüseyin Kopar (Vol 3, n° 34, p. 15, 2007).

l'Europe ne pourra aider l'agriculture turque comme elle l'a fait pour d'autres pays (Portugal, Espagne, Grèce) du fait de sa transformation et du poids relatif de la Turquie. On en retient aussi que le surplus de main-d'œuvre dégagé par la mutation agraire et agricole ne sera le bienvenu ni en Turquie, ni en Europe.

Il est très symptomatique que ce soit un gouvernement « islamiste modéré » comme celui de l'AKP qui ait été le meilleur négociateur de toute la période 1957-2000 au sujet de l'adhésion en modifiant une impressionnante série de lois, ce que les gouvernements « laïques » pro-occidentaux n'avaient guère réalisé. Mais ses détracteurs insistent surtout sur le bradage (par privatisations successives) des entreprises étatisées (dont agricoles) et sur la perte de l'indépendance alimentaire. De fait, si la Turquie est effectivement membre de la quasi-totalité des instances européennes (y compris les plus anecdotiques), à la notable exception de l'Union européenne, elle a *de facto* et *de jure* le statut de « partenaire privilégié ». Le hiatus tant analysé par les chercheurs, voire dénoncé par les acteurs politiques eux-mêmes, entre Turquie occidentale et littorale « occidentalisée » et Turquie orientale et intérieure « asiatique », « musulmane » et « sous-développée », se paie aujourd'hui au prix fort. Comme si la volonté d'Atatürk de créer un Etat-nation moderne et membre à part entière d'une civilisation qui ne pouvait être qu'occidentale s'était évaporée dans les steppes et montagnes anatoliennes...

## Références bibliographiques

- BAYAR R., 2004, Cumhuriyet Döneminde Türkiye'nin Arazi Bölünüşü ve Tarım Alanlarındaki Değişmeler [Répartition du sol et Mutations agricoles en Turquie à l'ère républicaine], *Coğrafî Bilimler Dergisi*, Vol. 2, n° 1, pp. 41-56.
- BAYDAR O. (Ed.), *75 Yılda Köylerden Şehirlere* [Du village à la ville, en 75 ans], Türkiye Tarih Vakfı, İş Bankası (Bilanço' 98), 359 p.
- BAZIN M., KANÇAL S., PEREZ R., THOBIE J. (Coord.), 1998, *La Turquie entre trois mondes*, Paris-Istanbul, L'Harmattan-IFEA (Varia Turcica), n° 32, 453 p.
- BAZIN M., KANÇAL S., THOBIE J., TEKELİOĞLU Y., 2000, *Méditerranée et mer Noire entre mondialisation et régionalisation*, Paris, L'Harmattan - IFEA (Varia Turcica), n° 34, 524 p.
- BAZIN M., ROBERT S., 1999, La Turquie: une littoralisation partielle et ambiguë, *Méditerranée*, Vol. 91, n° ½, pp. 13-22
- BAZIN M., TAPIA S. de, 1997, Les dynamiques spatiales de l'industrie turque, *Méditerranée*, n° ¾, pp. 121-133
- BAZIN M., 1988, Le nomadisme Yörük aujourd'hui : les Sarıkeçili du Taurus central, *Production Pastorale et Société*, n° 20, pp. 11-29
- BAZIN M., 1990, Land- und Raumnutzungskonflikte in Kilikien (Türkei), *Geographische Rundschau*, Vol 42, n° 11, pp. 584-590
- BAZIN M., 1995, Chap. 14 : La Turquie : le modèle unitaire en question, in *Géographie Universelle*, Belin-Reclus, Paris / Montpellier, pp. 202 - 219
- BISCHOFF D., PEROUSE J.-F., 2003, La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est anatolien : patrimoines en danger ?, *Les Dossiers de l'IFEA (Série : patrimoine au présent)*, 3, 63 p.
- BUĞRA A., 1994, *State and Business in Modern Turkey: a Comparative Study*, Albany, State University of New York, 328 p.

*Cumhuriyet, Tarım Hayvancılık Eki* [Supplément Agriculture-Elevage du quotidien Cumhuriyet], Istanbul, devient *Tarım Gıda Hayvancılık Eki* [Supplément Agriculture-Alimentation-Elevage] à partir de janvier 2007.

ÇAKMAK E., AKDER H., 2005, *DTÖ ve AB'deki Gelişmeler Işığında 21. Yüzyılda Türkiye Tarımı* [L'agriculture turque au 21<sup>ème</sup> siècle à la lumière des développements de l'OMC et de l'Union européenne], TÜSİAD-T/2005-06/397, 177 p., accès par <http://www.tusiad.org/turkish/rapor/tarim2/tarim.pdf>

DİE- Devlet İstatistik Enstitüsü - Institut National des Statistiques, Ankara, voir séries :

- \_ *Tarımsal Yapı ve Üretim / Agricultural Structure and Production*
- \_ *Tarımsal Yapı (Üretim, Fiyat, Değer) / Agricultural Structure (Production, Price, Value)*
- \_ *GAP İl İstatistikleri / SEAP Provincial Statistics*

ERGÜDER Ü., 1991, Agriculture: the forgotten sector, in M. HEPER (Ed.), *Strong State and Economic Interest Groups. The Post-1980 Turkish Experience*, Berlin, New York, Walter de Gruyter, 71-78.

GOKALP A., 1986, Espace rural, village, ruralité. A la recherche du paysan anatolien, in A. GOKALP (Dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*. Paris, Maisonneuve & Larose, 49-82.

GRETHE H., 2004, The Integration of Agricultural Markets from a Turkish Perspective, in R. T. GRIFFITHS & D. ÖZDEMİR (Eds.), *Turkey and the EU Enlargement. Processes of Incorporation*, Istanbul, Bilgi University Press (Yesterday-Today), n° 88 / 2 189-213.

HÖHFELD V., HÜTTEROTH W.-D., 1981, Türkei, Probleme einer Evolution: Geographischen Folgen Sozialer Wanderungen, *Geographische Rundschau*, Vol. 33 , n° 12, pp. 540-548

HÜTTEROTH W.-D., HÖHFELD V., 2002, *Türkei. Geographie, Geschichte, Wirtschaft, Politik*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft (Wissenschaftliche Länderkunden), Darmstadt, 380 p.

HÜTTEROTH W.-D., 1982, *Türkei*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft (Wissenschaftliche Länderkunden Band 21), Darmstadt, 548 p.

HÜTTEROTH W.-D., 1959, *Bergnomaden und Yaylabauern im mittleren Kurdischen Taurus*, Marburger Geographischen Schriften, 190 p.

PEROUSE J.-F., 2004, *La Turquie en marche. Les grandes mutations depuis 1980*, Paris, La Martinière, 382 p. ; voir en particulier : L'agriculture et la pêche en sursis, 318-333.

PLANHOL X. de, 1958, *De la plaine pamphylienne aux lacs pisidiens. Nomadisme et vie paysanne*, Institut Français d'Archéologie d'Istanbul (Bibliothèque Archéologique), 495 p.

TAPIA S. de, 1996, *L'impact régional en Turquie des investissements industriels des travailleurs émigrés*. Istanbul et Paris, IFEA + L'Harmattan (Varia Turcica XIX), 392 p. + 25 cartes.

TAPIA S. de, 2003, Le projet GAP en Turquie : aménagement du territoire, politique intérieure et géopolitique, in *Eau et géographie. Source de vie, source de conflits, trait d'union entre les peuples (Actes 2003)*, Table Ronde présidée par Georges MUTIN, Festival International de Géographie de Saint Dié, octobre 2003, 21 p., [http://www.fig-st-die.education.fr/actes\\_2003/detapia/article.htm](http://www.fig-st-die.education.fr/actes_2003/detapia/article.htm)

THOBIE J., KANÇAL S. (Eds), 1989, *Turquie, Moyen-Orient, Communauté européenne*, Paris, L'Harmattan & Istanbul, IFEA, Vol. 14.

THOBIE J., PEREZ R., KANÇAL S. (Eds), 1992, *Agriculture et industrialisation en Turquie et au Moyen-Orient*, Paris, L'Harmattan & Istanbul, IFEA, Vol. 27.

TOZANLI S., ERSOY M. S., 2000, L'internationalisation des firmes agro-alimentaires turques : recherche de profit à court terme ou les prémices d'un développement durable, in M. BAZIN, S. KANÇAL, J. THOBIE & Y. TEKELIOGLU (Coord.), *Méditerranée et mer Noire entre mondialisation et régionalisation*, Varia Turcica, Paris, L'Harmattan & Istanbul, IFEA, Vol. 34, pp. 293-314

TÜMERTEKİN E., 1986, Les structures de l'agriculture turque, tendances nouvelles, *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, Vol. 65-66 (La Turquie), pp. 31-48.

*TURQUIE*, Paris, OCDE (Etudes Economiques de l'OCDE), annuel.

*TURQUIE 2004*, 2004, Ankara, Direction générale de la Presse et de l'Information et de l'Information auprès du Premier Ministre [Livret de plus de 500 p. édité en turc et différentes langues à l'usage du grand public et couvrant tous les domaines, dont agriculture et élevage, production forestière...]. Consultation des éditions 2000, 2003, 2004.

#### **Sites Internet consultés**

- fiches de synthèse du site <http://www.missioneco.org> sur l'agriculture turque et l'industrie agro-alimentaire (par exemple : *Le marché des vins et spiritueux en Turquie* [juin 2007], *Les fruits et légumes transformés en Turquie* [juin 2007], *Le marché des produits carnés en Turquie* [novembre 2006], *L'industrie agro-alimentaire en Turquie* [septembre 2007], *Le marché de l'emballage en Turquie* [avril 2007]...).
- site du patronat turc : <http://www.tusiad.org> sur les négociations turques avec l'UE et l'OMC.
- sites du ministère turc de l'Agriculture : <http://www.tarim.gov.tr> et sites dérivés des établissements publics sous tutelle du ministère : <http://www.ebk.gov.tr> (filiale viande), <http://www.tmo.gov.tr> (Office des Produits du Sol), <http://www.aeri.org.tr> (Institut de Recherche sur l'Economie Agricole, Ankara).
- site de vulgarisation du ministère de l'Agriculture : <http://www.tarim.gen.tr>.
- sites privés : <http://www.tarimsal.com> et <http://turktarim.com>.